

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article2157>

Le SCRS réagit aux menaces en dépêchant des agents à l'étranger

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mardi 20 juin 2006

Spyworld Actu

Le directeur de l'agence d'espionnage du Canada affirme que le SCRS a réagi à la dimension internationale des menaces contemporaines en affectant un plus grand nombre de ses agents à l'étranger.

Lundi, Jim Judd, directeur du Service canadien du renseignement de sécurité, a déclaré au Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense que jamais le nombre d'employés de l'agence affectés à l'étranger n'avait été aussi élevé.

M. Judd a ajouté qu'actuellement, un plus grand nombre d'employés travaillaient à l'étranger pour les besoins de dossiers particuliers.

"Il n'est pas rare qu'une personne appartenant à l'un de nos bureaux à travers le pays soit obligée de se déplacer dans un autre pays afin de poursuivre une enquête amorcée au Canada", a-t-il dit.

Dix-sept personnes ont récemment été arrêtées et accusées d'activités terroristes relativement à un complot présumé pour commettre des attentats à la bombe dans le sud de l'Ontario.

L'enquête canadienne en cours a été reliée à d'autres effectuées aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans plusieurs autres pays.

Dans un rapport préliminaire remis à M. Judd en décembre dernier, un groupe de travail interne du SCRS a réclamé des ressources supplémentaires afin d'augmenter les effectifs de l'agence qui se consacrent à la lutte anti-terroriste à l'étranger.

Le SCRS est présent dans plusieurs points chauds du globe mais les seules délégations confirmées officiellement sont celles de Washington, Paris et Londres.

Lundi, M. Judd a affirmé que le SCRS révisait actuellement les affectations "afin de déterminer si ce sont les bons endroits ou s'il ne serait pas mieux de nous retirer d'un endroit pour aller là où notre présence serait plus appropriée".

"Je prévois que nous allons probablement changer certaines de nos affectations à l'étranger à la suite de ce processus de révision que nous avons amorcé", a-t-il dit.

Durant son passage devant les sénateurs, M. Judd a aussi été questionné au sujet de récentes informations indiquant que le SCRS n'effectue qu'un nombre limité de vérifications de sécurité des ressortissants du Pakistan, une source connue d'extrémistes islamiques.

Le patron de l'agence d'espionnage a souligné que tout requérant du statut de réfugié ou de résident permanent au Canada faisait l'objet d'une enquête de sécurité de la part des autorités gouvernementales.

Le SCRS n'a pour mandat que de vérifier les dossiers de 10 pour cent de ces requérants.

Plus tôt dans la journée de lundi, Alain Jolicoeur, président de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), a dû expliquer au comité pourquoi chaque année des centaines de véhicules ne font l'objet d'aucun contrôle aux postes frontaliers.

Le SCRS réagit aux menaces en dépêchant des agents à l'étranger

M. Jolicoeur a affirmé que même si l'agence voulait diminuer ce chiffre, il faut "prendre en considération l'immensité de la frontière, qui peut être franchie sans contrôle à différents endroits".

Soulignant que 138 postes frontaliers n'étaient dotés que d'un seul agent, il a noté que des budgets supplémentaires alloués récemment permettront de remédier à ce problème d'ici trois ans.

Post-scriptum :

<http://www.cyberpresse.ca/article/2...>